

28 mai 2021

Yémen : le Rassemblement yéménite pour la réforme (Islah) à Taïz

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1.	Contexte jusqu'en 2014.....	5
1.1.	Islah, branche yéménite des Frères musulmans.....	5
1.2.	Islah à Taïz jusqu'en 2014.....	5
2.	Islah dans le conflit yéménite	6
2.1.	Situation générale.....	6
2.2.	Situation à Taïz.....	7
2.2.1.	De 2014 à 2018.....	7
2.2.2.	De 2019 à 2021.....	8
2.3.	Chefs et unités militaires présentés comme liés à Islah.....	9
2.3.1.	Hamoud al-Mekhlafi.....	9
2.3.2.	Sadiq Sarhan et la 22 ^{ème} brigade d'infanterie mécanisée	9
2.3.3.	Adnan Rozaiq et la 5 ^{ème} brigade de protection présidentielle	10
2.3.4.	Abdo Hamoud al-Saghir.....	10
2.3.5.	Abubakr al-Jabouli et la 4 ^{ème} brigade de montagne	10
2.3.6.	Samir al-Sabri et la 145 ^{ème} brigade d'infanterie	10
2.3.7.	Abdo Farhan dit Salem	11
2.3.8.	Mansour al-Akhali.....	11
3.	Personnalités civiles liées à Islah à Taïz.....	11
4.	Exactions attribuées à Islah à Taïz.....	11
	Bibliographie	14

Résumé : Le Parti yéménite pour la réforme (Islah), fondé en 1990 et issu du courant islamiste transnational des Frères musulmans, est bien implanté à Taïz, troisième ville du pays et centre intellectuel. Il prend part à la révolution démocratique de 2011 qui renverse le président Ali Abdallah Saleh. Des chefs de milice et militaires proches d'Islah jouent un rôle important à Taïz pendant la révolution de 2011, puis dans la guerre civile qui, depuis septembre 2014, oppose les partisans d'Ansar Allah (houthistes) et d'Ali Abdallah Saleh à ceux du Gouvernement internationalement reconnu (GIR). Depuis l'été 2015, l'agglomération et le governorat de Taïz sont disputés entre les houthistes et différents groupes armés, intégrés ou non dans les forces du GIR, dont la plupart sont liées à Islah. En 2019, les alliés d'Islah chassent de la ville la milice salafiste d'Abou al-Abbas. L'organisation civile d'Islah à Taïz est mal connue, certains de ses cadres étant exilés en Arabie saoudite. Des milices liées à Islah font l'objet d'allégations répétées d'exactions telles qu'enlèvements, tortures, viols, intimidation de magistrats et de journalistes.

Abstract : The Yemeni Reform Party (Islah), founded in 1990 and resulting from the transnational Islamist movement of the Muslim Brotherhood, is well established in Taiz, the country's third largest city and intellectual center. It takes part in the democratic revolution of 2011 which overthrows President Ali Abdallah Saleh. Militia and military leaders close to Islah played an important role in Taiz during the 2011 revolution, then in the civil war which, since September 2014, has pitted the supporters of Ansar Allah (Houthis) and Ali Abdallah Saleh against those of the internationally recognized Government (IRG). Since the summer of 2015, the metropolitan area and governorate of Taiz have been disputed between the Houthis and various armed groups, whether or not integrated into the IRG forces, most of

which are linked to Islah. In 2019, Islah's allies drove the Salafi militia of Abu al-Abbas from the city. Little is known about Islah's civilian organization in Taiz, with some of its cadres in exile in Saudi Arabia. Militias linked to Islah have been the subject of repeated allegations of abuses such as kidnappings, torture, rape, intimidation of magistrates and journalists.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

Rappel :

Le Yémen est marqué depuis les années 1960 par une série de guerres civiles aux fondements divers, notamment le clivage entre les deux principales communautés religieuses : sunnites chaféites et chiites zaydites. A partir des années 2000, le régime du président Ali Abdallah Saleh (au pouvoir depuis 1978, d'origine zaydite, mais ne se réclamant pas de cette confession) est confronté à un mouvement de contestation zaydite connu sous le nom de « mouvement de la Jeunesse croyante » (Al-Shabab al-Muminin). En 2004, l'assassinat de son fondateur, le député Hussein Badreddine al-Houthi, tué par les forces gouvernementales, donne lieu à un mouvement insurrectionnel dans la province de Saada (nord du pays) sous le nom d'Ansar Allah ou Ansarullah (« Partisans de Dieu ») dirigé par Abdul-Malik al-Houthi, frère du leader assassiné. En raison du rôle prédominant de la famille al-Houthi, les partisans d'Ansar Allah sont désignés comme « houthistes » ou « houthis ».

A partir de 2011, le conflit entre insurgés zaydites et forces gouvernementales se double de l'émergence d'un mouvement islamiste sunnite hostile au chiisme. Entre janvier et novembre 2011, des manifestations populaires, dans le prolongement des printemps arabes, entraînent la chute du président Ali Abdallah Saleh. Le gouvernement de transition dirigé par l'ancien vice-président Abderrabbo Mansour Hadi se révèle incapable d'apporter une réponse durable aux clivages politiques, régionaux et communautaires.

En septembre 2014, une insurrection éclate rassemblant houthistes et partisans de l'ex-président Ali Abdallah Saleh. Entre l'automne 2014 et le printemps 2015, les insurgés s'emparent de Sanaa, la capitale, et des provinces abritant la plus grande partie de la population du pays.

A partir de mars 2015, une coalition militaire de plusieurs pays arabes, sous la conduite de l'Arabie saoudite, intervient en soutien du président Abderrabbo Mansour Hadi et du gouvernement internationalement reconnu (GIR), tandis qu'Ali Abdallah Saleh et les houthistes bénéficient du soutien de l'Iran. Le pays se trouve alors divisé entre le GIR, qui reprend la ville d'Aden où il établit sa capitale provisoire, et la coalition des « comités populaires » favorables à Ali Abdallah Saleh. L'enlisement du conflit favorise par ailleurs la montée de mouvements armés djihadistes sunnites, Al-Qaïda dans la Péninsule arabique (AQPA) puis l'Etat islamique (EI, Daech) ¹.

Ali Abdallah Saleh est tué par ses ex-alliés houthistes en décembre 2017. Ces derniers exercent toujours une autorité de fait sur Sanaa et le nord-ouest du pays, où vit 70% de la population, et sont soumis à un blocus. Le GIR a établi sa capitale nominale à Aden mais, en fait, réside essentiellement à Riyad (Arabie saoudite) sous la tutelle des Saoudiens qui lui assurent financement et soutien armé tandis qu'un autre Etat de la région, les Emirats arabes unis, intervient militairement dans les provinces du Sud en soutenant un mouvement séparatiste, le Conseil de transition du Sud (CTS). La Coalition saoudienne a renforcé son engagement militaire, d'abord par des bombardements aériens puis, à partir de juin 2018, en soutenant une offensive du GIR sur Hodeïda, principal port sur la mer Rouge par lequel transite une large part de l'approvisionnement du pays. Des accords signés sous l'égide des Nations unies, en décembre 2018 à Stockholm entre le GIR et les houthistes, en novembre 2019 à Riyad entre le GIR et le CTS, n'ont pas permis un apaisement durable. Les affrontements se poursuivent à la fin de 2020, principalement autour de Hodeïda, Taïz, Marib et Jawf (entre les forces du GIR et des houthistes) et Abyan (entre le GIR et le CTS). La situation humanitaire reste critique et 80% de la population dépend de l'aide humanitaire².

¹ DIDR, Ofpra, 24/06/2016, [url](#)

² Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (France), m. à j. le 27/11/2020, [url](#)

1. Contexte jusqu'en 2014

1.1. Islah, branche yéménite des Frères musulmans

Le Parti yéménite pour la réforme, couramment appelé Islah ou al-Islâh (« Réforme » en arabe³), est un des principaux partis politiques yéménites. Fondé en 1990, l'année de la réunification du Yémen du Nord et du Yémen du Sud, il est généralement décrit comme la branche yéménite du mouvement islamiste sunnite des Frères musulmans. Jusqu'au début des années 2000, Islah appartient à la coalition gouvernementale autour du Congrès populaire général (CPG), parti d'Ali Abdallah Saleh, président du Yémen du Nord depuis 1978 et du Yémen réunifié depuis 1990. Le parti détient plusieurs ministères, dont celui de l'Education, et développe son réseau éducatif et associatif. A partir de 2003, Ali Abdallah Saleh tente de réduire l'influence d'Islah qui se range alors dans l'opposition et forme une coalition de six partis, le Forum conjoint⁴, avec ses anciens adversaires du Parti socialiste yéménite (PSY). A l'élection présidentielle de 2006, Faysal Bîn Samlân, candidat de cette coalition (mais non membre d'Islah), fait campagne contre la corruption et obtient 22% des voix malgré les fraudes⁵. La campagne se déroule dans une ambiance tendue, notamment à Taïz où une bousculade lors d'un rassemblement fait plusieurs morts et où le décompte des voix est contesté : les incidents électoraux donnent lieu à 45 plaintes devant la Cour d'appel local, soit le nombre le plus élevé de tous les gouvernorats du Yémen⁶.

La direction d'Islah repose longtemps sur une base tribale : Abdallah al-Ahmar, son président jusqu'à sa mort en décembre 2007, est en même temps le chef de l'importante confédération tribale Hashid ; ses descendants conservent une place importante dans le parti. Cependant, un courant moderniste se dégage au sein du parti avec notamment Muhammad al-Yadoumi, Abdelwahid al-Anisi (voir 2.1) et Tawakkul Karman, militante des droits de l'homme, prix Nobel de la Paix en 2011 pour son rôle dans les manifestations démocratiques de 2011. Un troisième courant, d'inspiration islamiste intégriste, se réclame du prédicateur Abdelmajid al-Zindani, personnage controversé que les Etats-Unis accusent de liens avec le mouvement djihadiste Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA)⁷. Abdelmajid al-Zindani, président de l'Association des lettrés islamiques et du Conseil de choura (doctrine religieuse) du parti Islah, doit s'exiler en Arabie saoudite à partir de septembre 2015 puis, en novembre 2020, en Turquie⁸.

En janvier 2011, les élus d'Islah s'opposent à un projet de réforme constitutionnelle qui aurait permis au président Ali Abdallah Saleh de prolonger son mandat indéfiniment ; Islah joue un rôle majeur dans l'organisation des manifestations hebdomadaires du « Vendredi de la rage » où des milices tribales viennent soutenir les manifestants en se confrontant aux forces du régime. En juillet 2011, Islah accuse le président Ali Abdallah Saleh d'avoir voulu faire assassiner le président du parti, Muhammad Ali al-Yadoumi. Pendant la transition démocratique de 2011-2013, Islah participe au gouvernement mais des tensions croissantes l'opposent au CPG (le parti majoritaire du président Ali Abdallah Saleh) et aux houthistes, mouvement armé zaydite (chiite) fortement implanté dans le nord du pays, autour de Saada⁹.

1.2. Islah à Taïz jusqu'en 2014

Selon Maged al-Madhaji, chercheur du think tank yéménite Sanaa Center, Taïz est « traditionnellement la capitale culturelle du Yémen, ses habitants ont un niveau élevé d'éducation et d'engagement politique¹⁰ ». L'ONG Human Rights Watch, dans un rapport publié en février 2012, note que¹¹ :

« Même avant 2011, l'opposition au président Saleh était fortement développée à Taïz, ville des hautes terres et ancienne capitale du Yémen, située à 250 km au sud de l'actuelle capitale, Sanaa. Les 800 000 habitants de Taïz sont généralement considérés comme appartenant à la partie la plus éduquée de la

³ Nom complet en arabe : « *at-Tajammu'u al-Yamani lil-Islâh* ».

⁴ En arabe : « *al-Liqâ'at al-mustarak* ».

⁵ New America, 15/01/2019, [url](#) ; BONNEFOY Laurent, Karthala, 2012, p. 116-118.

⁶ Union européenne, 20/09/2006, [url](#)

⁷ BONNEFOY Laurent, Karthala, 2012, p. 116-118.

⁸ The Arab Weekly, 24/11/2020, [url](#) ; Counter Extremism Project, "Abd al-Majeed al-Zindani", m. à j. 11/2020, [url](#)

⁹ BONNEFOY Laurent, CERI-Sciences Po, 08/2017, [url](#)

¹⁰ AL-MADHAJI Maged, Sanaa Center, 26/03/2020, [url](#)

¹¹ Human Rights Watch (HRW) , 06/02/2012, [url](#)

population. Jusqu'au soulèvement [de 2011], la ville était aussi relativement épargnée par les conflits tribaux endémiques¹². »

Pendant le mouvement de contestation de 2011 qui aboutit à la démission d'Ali Abdallah Saleh en novembre, Taïz est un des principaux foyers de l'opposition ; les partisans d'Islah jouent un rôle important dans les manifestations de la place de la Liberté et les affrontements avec les forces du régime¹³. Hamoud al-Mekhlafi (voir 2.3.1.), chef des milices tribales qui viennent soutenir les manifestants et qui assurent la justice et le maintien de l'ordre après le départ des forces du régime, est un partisan d'Islah¹⁴ ; la journaliste Laura Kasinof, du quotidien The New York Times, note que :

« Les militants laïques qui critiquent M. al-Mekhlafi soulignent qu'il est un membre du parti Islah qui s'est assuré une large place dans les accords de partage du pouvoir du gouvernement de transition. Inquiets de l'influence croissante des islamistes et de ce qu'ils qualifient d'impunité croissante des dirigeants d'Islah, ils dépeignent [Hamoud al-Mekhlafi] comme un chef de guerre religieux qui promeut le tribalisme plutôt que l'état de droit¹⁵. »

La Conférence de dialogue national, qui réunit entre mars 2013 et janvier 2014 les différents courants de la politique et de la société civile, comprend deux représentants d'Islah : Mohamed Mohamed Qahtan Qaid et Ali Hussain Othman Ashal. Parmi les résolutions de cette Conférence, deux concernent Taïz : l'une prévoit le renforcement du réseau d'adduction d'eau et de désalinisation, l'autre confirme à Taïz son rôle de « capitale yéménite de la culture » et prévoit le renforcement des établissements et festivals culturels. Par ailleurs, les représentants d'Islah émettent une réserve sur une résolution qui prévoit la confiscation des armes et matériels militaires pillés ou distribués illégalement par différents groupes¹⁶.

Un reportage publié par le média qatarien *Al-Jazeera* en mai 2014 évoque les incertitudes de la transition démocratique à Taïz. La ville passe progressivement du régime militaire au régime civil. Hamoud al-Mekhlafi, à la suite d'une dispute avec certaines composantes tribales de sa milice, a été abandonné par une partie de ses hommes vers la fin de 2013. La coalition du Forum conjoint, dominée par Islah (voir 1.), occupe une grande place dans la gestion de la ville et peut s'opposer aux nominations décidées par le gouverneur¹⁷

2. Islah dans le conflit yéménite

2.1. Situation générale

En 2014-2015, Islah est dirigé par Muhammad Ali al-Yadoumi (président), Muhammad Ali Ajilan (président du conseil exécutif) et le cheikh Abdelwahhab Ali al-Anisi (secrétaire général)¹⁸. En 2017, le chercheur français Laurent Bonnefoy parle d'une « marginalisation » d'Islah : les houthistes, alliés aux partisans de l'ex-président Ali Abdallah Saleh, s'emparent de la capitale, Sanaa, en septembre 2014, puis des régions de l'ouest du pays, y compris Taïz, au printemps 2015, et mettent fin aux activités légales d'Islah dans les territoires qu'ils contrôlent. A partir de mars 2015, le Gouvernement internationalement reconnu (GIR) se réfugie à Riyad, en Arabie saoudite, et soutient la coalition des Etats arabes qui s'efforce de refouler les houthistes ; la direction d'Islah, loyale au GIR, l'accompagne en exil. Cependant, les bombardements saoudiens, causant de nombreuses victimes civiles, entraînent une chute de la popularité du parti, à quoi s'ajoute, dans les régions méridionales, une rivalité avec les séparatistes du Mouvement du Sud. En juin 2017, la crise opposant le Qatar, soutien traditionnel des Frères musulmans, aux autres monarchies du Golfe amène ces dernières, à l'exception d'Oman, à prendre une position hostile à Islah. Malgré ces facteurs défavorables, le parti conserve une solide base associative et caritative et reste une des rares forces politiques organisées au plan national¹⁹.

L'ONG américaine New America, financée par plusieurs fondations privées et par le Département d'Etat américain et qui milite pour l'accès à l'éducation et aux technologies de l'information²⁰, dans une étude

¹² Human Rights Watch (HRW) , 06/02/2012, [url](#)

¹³ New America, 15/01/2019, [url](#)

¹⁴ New America, 15/01/2019, [url](#) ; KASINOF Laura, The New York Times, 21/07/2012, [url](#)

¹⁵ KASINOF Laura, The New York Times, 21/07/2012, [url](#)

¹⁶ Gouvernement du Yémen, 2014, [url](#)

¹⁷ Al Jazeera, 18/05/2014, [url](#)

¹⁸ LANSFORD Tom, "Political Handbook of the World 2015", Tom Lansford/SAGE, 2015, p. 1635.

¹⁹ BONNEFOY Laurent, CERI-Sciences Po, 08/2017, [url](#)

²⁰ New America, "Our Story", s.d., [url](#) ; New America, "Our Funding", n.d., [url](#)

publiée en janvier 2019, décrit les principales forces politiques de Taïz et en particulier Islah. Ce parti s'appuie sur un large réseau d'associations et fondations charitables, de mécènes privés et de projets économiques locaux ; ce fort enracinement local lui permet de garder son indépendance par rapport aux Etats étrangers qui lui apportent un soutien²¹.

Selon une étude publiée en mars 2021 par le think tank italien « Italian Institute for International Political Studies » (ISPI), l'affiliation aux partis politiques et notamment à Islah est souvent liée à des facteurs de clientélisme individuel, familial ou tribal : bien que l'adhésion à la doctrine des Frères musulmans soit un élément de l'identité du parti, le degré d'implication idéologique de ses membres est très variable²².

2.2. Situation à Taïz

2.2.1. De 2014 à 2018

En septembre 2014, le mouvement armé Ansar Allah (houthiste), fortement implanté dans le nord du pays autour de Saada, allié aux partisans de l'ex-président Ali Abdallah Saleh, lance une révolte contre le président Abderrabo Mansour Hadi et le gouvernement internationalement reconnu (GIR). Il s'empare de Sanaa, puis des provinces de l'ouest du pays²³.

Le 18 novembre 2014, Sadiq Mansour al-Haidari, secrétaire général adjoint d'Islah à Taïz, est assassiné dans le centre de la ville au moyen d'une bombe placée sous sa voiture ; cet attentat survient alors qu'Islah est fortement engagé dans la lutte contre les houthistes²⁴.

Le 22 mars 2015, les houthistes et les partisans d'Ali Abdallah Saleh s'emparent de l'aéroport et du centre-ville de Taïz. Cinq manifestants sont tués et 80 blessés lors d'une manifestation pacifique contre l'occupation de la ville par les miliciens houthistes²⁵. En avril 2015, les forces anti-houthistes constituent un « Conseil de la Résistance populaire » présidé par Hamoud al-Mekhlafi, regroupant les éléments d'unités militaires loyales au président Abderrabo Mansour Hadi (une partie des bataillons des 22^{ème} et 35^{ème} brigades) et différentes milices locales²⁶.

Selon Mareike Transfeld, chercheuse à la fondation Carnegie :

« La résistance qui est apparue à Taïz en réponse aux incursions houthistes est issue de l'opposition armée affiliée au parti Islah, le même groupe qui a défendu les manifestations populaires de 2011 contre les forces du président Saleh. Il n'est pas surprenant que par la suite, Islah ait encadré la résistance armée [aux houthistes] et le processus de reconstruction de l'Etat à Taïz. Islah a dirigé la reconstitution des structures militaires par l'intégration des milices et la restauration des institutions gouvernementales²⁷. »

Vers le milieu de juillet 2016, Sadiq al-Haidari²⁸, cadre d'Islah à Taïz, âgé de 43 ans en 2018, est arrêté par les miliciens houthistes dans le quartier d'al-Hawban : il était un des rares militants d'Islah à être restés dans les quartiers sous contrôle houthiste. Détenu et torturé dans la prison al-Saleh, puis au Collège communautaire de Dhamar, lieux de détention utilisés par les houthistes, privé de soins médicaux, il meurt en captivité en mai 2018 ; son corps est restitué à sa famille²⁹.

Le 13 février 2017, Abdulhafez al-Faqih, président provincial d'Islah à Taïz (voir 3.), est blessé par un tireur non identifié. Il est hospitalisé et le parti appelle les autorités à prendre des mesures contre les attentats, généralement attribués aux houthistes et aux partisans d'Ali Abdallah Saleh, visant des personnalités militaires et civiles³⁰.

²¹ New America, 15/01/2019, [url](#)

²² ARDEMAGNI Eleonora et AL-HAMDANI Raiman, Italian Institute for International Political Studies (ISPI), 29/03/2021, [url](#)

²³ DIDR, Ofpra, 24/06/2016, [url](#)

²⁴ Al Jazeera, 18/04/2014, [url](#) ; Alislah.ye, 19/11/2020, [url](#)

²⁵ ONU-Habitat, 11/2020, [url](#)

²⁶ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 29/09/2020, §165, note 231, [url](#)

²⁷ TRANSFELD Mareike, 22/11/2019, [url](#)

²⁸ Apparemment une autre personne que Sadiq Mansour al-Haidari, assassiné en novembre 2014, voir ci-dessus.

²⁹ Alislah.ye, 15/05/2018, [url](#)

³⁰ Alsahwah.net, 14/02/2017, [url](#)

2.2.2. De 2019 à 2021

Au printemps 2019, le camp anti-houthiste est divisé par des violentes rivalités internes. Nabil Shamshan, nouveau gouverneur nommé par le GIR en mars 2019, ne peut prendre ses fonctions en raison des affrontements qui opposent les partisans d'Islah à ceux des salafistes ; un officier de haut rang, Abdallah al-Mekhlafi, cadre de la 22^{ème} brigade³¹ (selon une autre source, commandant de police³²) est assassiné par des éléments inconnus ; ce meurtre relance la tension entre Islah, qui cherche le soutien de la 22^{ème} brigade, et le bataillon islamiste d'Abou al-Abbas appuyé par la 35^{ème} brigade blindée du général Adnan al-Hammadi³³. La 22^{ème} brigade est commandée par le général Sadeq Sarhan qui passe pour proche d'Islah ; une forte rivalité l'oppose à la 35^{ème} brigade du général Adnan Hamadi, qui passe pour un « nassérien » (nationaliste arabe de gauche), allié du chef de milice salafiste Abou al-Abbas³⁴. Islah, soutenu par le Qatar, s'oppose aux nassériens, soutenus par les Emirats arabes unis³⁵.

Au début d'avril 2019, de violents combats opposent les milices affiliées à Islah, soutenues par l'Arabie saoudite, aux salafistes d'Abou al-Abbas soutenus par les Emirats arabes unis, faisant au moins 6 tués et 50 blessés civils ; de nombreux blessés restent bloqués entre les lignes, sans accès aux soins³⁶. Dans le même temps, Islah organise une manifestation pour célébrer le quatrième anniversaire de l'intervention de la coalition arabe, y compris les Emirats arabes unis, dans la lutte contre les houthistes ; ces démonstrations d'amitié causent une certaine perplexité parmi les habitants et Munther Ali, porte-parole d'Islah à Taïz, doit préciser la position de son parti vis-à-vis des Emirats³⁷.

En juin 2019, Mu'men al-Mekhlafi, chef du groupe armé « Résistance salafiste », accuse plusieurs cadres civils et militaires liés à Islah à Taïz d'avoir organisé l'assassinat ciblé de plusieurs membres des bataillons d'Abou al-Abbas et de préparer des tentatives analogues contre son groupe. Il met en cause notamment Abdulhafez al-Faqih (voir 3.), Ahmed al-Maqrami, Abdo Farhan al-Mekhlafi dit Salem (voir 2.3.7) et Dia al-Haq al-Ahda³⁸.

La milice d'Abou al-Abbas, qui tenait les quartiers sud de Taïz entre la citadelle al-Qahirah et la rue du 26 Septembre³⁹, doit évacuer la ville sous la pression des partisans d'Islah⁴⁰. Abou al-Abbas transfère ses bases vers al-Turbah, sur la route d'Aden dans le sud du gouvernorat, puis à al-Kadha, à 30 km à l'ouest de Taïz⁴¹.

Vers l'automne 2019, une nouvelle phase de tension oppose Islah et la 35^{ème} brigade blindée qui se livrent à des menaces et accusations mutuelles. Les causes de cette crise sont, d'une part, le contrôle de la route stratégique de la Hujariyya qui relie Taïz à Aden, seule voie d'approvisionnement à échapper au contrôle des houthistes ; d'autre part, la politique des Emirats arabes unis, principal soutien extérieur de la 35^{ème} brigade, qui souhaitent l'éradication de la mouvance des Frères musulmans⁴².

En décembre 2019, le commandant de la 35^{ème} brigade, Adnan al-Hammadi, est assassiné⁴³. Le site web d'Islah dément catégoriquement les allégations de certaines personnalités politiques et médiatiques qui mettent en cause la responsabilité du parti dans ce meurtre⁴⁴.

Selon Maged al-Madhaji, du think tank yéménite Sanaa Center, depuis l'expulsion de la brigade salafiste d'Abou al-Abbas en 2019, le parti Islah domine toute la partie de la ville de Taïz qui n'est pas aux mains des houthistes. Bien que la loi yéménite interdise à un militaire d'adhérer à un parti politique, plusieurs chefs de force de sécurité sont plus ou moins ouvertement affiliés à Islah (voir 3.3.) : Khaled Fadel, commandant de l'Axe de Taïz ; Adnan Rozaiq⁴⁵, chef des opérations de l'Axe de Taïz ; Mansour al-Akhali, directeur de la police de Taïz ; et Abdulwahid Sarhan, directeur de la Sécurité politique (une branche des services de renseignement). La plupart des brigades sont sous le contrôle plus ou moins

³¹ CARVAJAL Fernando, Gulf States Analytics, 04/09/2019, [url](#)

³² NAJI Mustafa, Orient XXI, 14/05/2019, [url](#)

³³ CARVAJAL Fernando, Gulf States Analytics, 04/09/2019, [url](#)

³⁴ CARVAJAL Fernando, Gulf States Analytics, 04/09/2019, [url](#) ; Middle East Eye, 29/11/2018, [url](#)

³⁵ NAJI Mustafa, Orient XXI, 14/05/2019, [url](#)

³⁶ The New Arab, 03/04/2019, [url](#)

³⁷ Middle East Eye, 04/04/2019, [url](#)

³⁸ News Yemen.net, 06/2019, [url](#)

³⁹ CARVAJAL Fernando, Gulf States Analytics, 04/09/2019, [url](#)

⁴⁰ AL-MADHAJI Maged, Sanaa Center, 26/03/2020, [url](#) ; Yemen Policy, 09/2019, [url](#)

⁴¹ AL-MADHAJI Maged, Sanaa Center, 26/03/2020, [url](#)

⁴² CARVAJAL Fernando, Gulf States Analytics, 04/09/2019, [url](#)

⁴³ CARVAJAL Fernando, Gulf States Analytics, 04/09/2019, [url](#)

⁴⁴ AlIslah.ye, 23/12/2019, [url](#)

⁴⁵ Appelé par erreur Adnan Zureiq. AL-MADHAJI Maged, Sanaa Center, 26/03/2020, [url](#)

direct d'Islah : même les commandants n'appartenant pas au parti dépendent de lui pour leur recrutement et leurs appuis politiques. La prise de contrôle de l'Axe de Taïz par Islah passe par plusieurs canaux différents : formation de nouvelles brigades recrutées parmi les sympathisants du parti, enrôlement de partisans dans des brigades préexistantes, promotion de gradés proches d'Islah au sein de la hiérarchie militaire, octroi d'un statut militaire à des groupes armés irréguliers proches du parti⁴⁶.

Cependant, en novembre 2020, Ahmed Othman, directeur de l'Information et de la Culture de la branche provinciale d'Islah à Taïz, déclare que celui-ci est un parti purement civil et dément tout lien avec des groupes armés hors du cadre de l'armée nationale et de ses soutiens de la coalition arabe⁴⁷.

En mars 2021, le site web d'Islah relaie un communiqué du gouverneur de Taïz, Nabil Shamsan, appelant les partis politiques, tribus, associations et citoyens du gouvernorat à soutenir l'armée et la police militaire dans l'offensive en cours contre les houthistes dans l'ouest de la province⁴⁸.

L'étude précitée de l'ISPI, publiée en mars 2021, note que les milices liées à Islah sont la force prépondérante dans le gouvernorat de Taïz, sauf dans les districts côtiers de l'ouest où prévaut le CPG (voir 1.), allié au chef de guerre local Tareq Saleh, neveu de l'ancien président Ali Abdallah Saleh⁴⁹. En outre, cette étude note que :

« Au niveau local, toutefois, Islah est fragmentée au plan interne et manque d'organisation territoriale : en fait, en l'absence d'encadrement [efficace], l'aile liée aux Frères musulmans prévaut sur les éléments salafistes, ce qui est le cas à Taïz⁵⁰. »

2.3. Chefs et unités militaires présentés comme liées à Islah

Les sources publiques consultées mentionnent plusieurs commandants de l'armée régulière ou chefs de milice comme proches d'Islah. Dans le contexte changeant du conflit yéménite, il est difficile de connaître leurs liens exacts avec ce parti. Cette liste n'est pas exhaustive.

2.3.1. Hamoud al-Mekhlafi

Hamoud al-Mekhlafi, cheikh tribal et acteur important de la révolution de 2011 (voir 2.) puis de la Résistance populaire anti-houthiste (voir 3.2.1.), longtemps réputé proche d'Islah, se trouve marginalisé dans son camp. En avril 2016, il doit s'exiler sous la pression des Emirats arabes unis, hostiles à la mouvance des Frères musulmans ; il se réfugie à Riyad puis en Turquie où il obtient l'asile politique en juillet 2016⁵¹.

Au début de 2020, il fait un retour dans le gouvernorat de Taïz avec le soutien du Qatar et de la Turquie. Il rassemble 5 000 combattants irréguliers au camp de Yafrus, dans le sud du gouvernorat de Taïz, dans le but affiché de combattre les houthistes. Cependant, tous les partis représentés au GIR, y compris Islah, condamnent Hamoud al-Mekhlafi pour avoir établi ce camp illégalement ; il finit par le dissoudre mais il semble qu'une partie de ses hommes armés aient été transférés discrètement vers l'agglomération de Taïz⁵².

Son fils Hamza al-Mekhlafi, resté à Taïz, conserve sous ses ordres une partie des hommes de son père sous le nom de « brigade al-Hamza ». Cette unité, bien armée, est peu active après 2016 et ses relations avec Islah ne sont pas connues⁵³.

2.3.2. Sadiq Sarhan et la 22^{ème} brigade d'infanterie mécanisée

Le major Sadiq Sarhan est un des officiers ralliés à la révolution en 2011. Il reçoit le commandement de la 22^{ème} brigade d'infanterie mécanisée (« brigade Mika »), engagée dans les combats contre les houthistes depuis 2015. Il n'est pas directement lié à Islah mais son unité a intégré plusieurs milices de

⁴⁶ AL-MADHAI Maged, Sanaa Center, 26/03/2020, [url](#)

⁴⁷ Alislah.ye, 04/11/2020, [url](#)

⁴⁸ Alislah.ye, 12/03/2021, [url](#)

⁴⁹ ARDEMAGNI Eleonora et AL-HAMDANI Raiman, Italian Institute for International Political Studies (ISPI), 29/03/2021, [url](#)

⁵⁰ ARDEMAGNI Eleonora et AL-HAMDANI Raiman, Italian Institute for International Political Studies (ISPI), 29/03/2021, [url](#)

⁵¹ Almrasel.net, 11/06/2016, [url](#)

⁵² CARVAJAL Fernando, « Anatomy of chaos: Yemen's Taiz », Gulf States Analytics, 04/09/2019, [url](#)

⁵³ New America, « Appendix 1: Detailed Summary of Armed Groups in Taiz », 15/01/2019, [url](#)

la Résistance populaire qui passent pour proches de ce parti : les groupes de Yahya al-Raymi, Tawfiq Abdulmalik (remplacé par Mahfouz Thabet), Wahib al-Hawri et Nabil al-Adimi⁵⁴.

Yahya al-Raymi, ancien enseignant et militant local d'Islah, passe pour avoir combattu au sein des moudjahidines en Afghanistan. Depuis son intégration à la 22^{ème} brigade, il n'a plus de commandement direct mais participe à l'encadrement comme « officier de guidance morale ». Tawfiq Abdulmalik, enseignant et cadre local d'Islah, commande une milice dans les quartiers est de Taïz jusqu'en 2017 ; il est remplacé par Mahfouz Thabet (appelé cheikh Thabet), autre proche d'Islah. Quand son groupe est intégré à la 22^{ème} brigade d'infanterie mécanisée, Mahfouz Thabet conserve un rôle d'encadrement sans aucun grade militaire. Wahib al-Hawri est un militaire professionnel proche d'Islah. Nabil al-Adimi n'est pas connu par ailleurs⁵⁵.

2.3.3. Adnan Rozaiq et la 5^{ème} brigade de protection présidentielle

Adnan Rozaiq, originaire du gouvernorat de Shabwa (Sud), commande les « bataillons Hasm » dans les gouvernorats de Shabwa et Abyan au début de la guerre civile avant de se déplacer avec ses hommes vers les différents fronts ; son unité, comprenant des recrues d'Aden et des Taïziens libérés des prisons houthistes, est décrite à la fois comme salafiste et alliée d'Islah⁵⁶. Le terme « salafiste » désigne plusieurs courants fondamentalistes de l'islam, y compris au sein du parti Islah : le prédicateur Abdelmajid al-Zindani (voir 1.) est parfois présenté comme « salafiste⁵⁷ ». Depuis 2017, Adnan Rozaiq est le commandant de la 5^{ème} brigade de protection présidentielle, créée à Taïz. Les forces armées du GIR comprennent cinq brigades de protection présidentielle dans les principales villes du pays, destinées à la protection du président Abderrabo Mansour Hadi et des membres de son état-major lors de leurs déplacements. Adnan Rozaiq est décrit comme « un dévot salafiste qui considère Hadi comme un chef juste⁵⁸ ». En décembre 2020, Adnan Rozaiq est blessé au cours d'affrontements avec les houthistes dans le secteur de Madarat, à l'ouest de Taïz⁵⁹.

2.3.4. Abdo Hamoud al-Saghir

Ancien directeur d'école et élu d'Islah au conseiller municipal d'Al-Qahira (quartier de Taïz), Abdo Hamoud al-Saghir commande la « brigade des étudiants », groupe de volontaires combattant dans les quartiers ouest de Taïz et formée de sympathisants d'Islah. Dans le cadre de l'intégration des milices à l'armée régulière, le groupe d'Abdo Hamoud al-Saghir est intégré à la 17^{ème} brigade d'infanterie, formation « hybride » intégrant des éléments de l'armée régulière et des milices et dont le chef, le brigadier général Abdulrahman Thabet al-Shamsani, entretient des relations tendues avec Islah⁶⁰.

2.3.5. Abubakr al-Jabouli et la 4^{ème} brigade de montagne

Abubakr al-Jabouli, parent par alliance du général Khaled Fadel (voir 2.2.2) et passant pour proche d'Islah, est nommé en 2018 à la tête de la 4^{ème} brigade de montagne, une nouvelle unité basée à at-Turbah : des observateurs locaux pensent qu'elle est mise en place par le président Abderrabo Mansour Hadi pour contrebalancer le pouvoir local de la 35^{ème} brigade blindée, en relations tendues avec les unités militaires liées à Islah⁶¹.

2.3.6. Samir al-Sabri et la 145^{ème} brigade d'infanterie

Samir al-Sabri, commandant de l'Axe de Taïz, est en même temps le chef direct de la 145^{ème} brigade d'infanterie, qui intègre plusieurs groupes armés antérieurs dont la « brigade al-Sa'alik », un nom provocateur puisque ce terme signifie « les hors-la-loi malfaisants » en dialecte local. Cette brigade,

⁵⁴ New America, « Appendix 1: Detailed Summary of Armed Groups in Taiz », 15/01/2019, [url](#)

⁵⁵ New America, « Appendix 1: Detailed Summary of Armed Groups in Taiz », 15/01/2019, [url](#)

⁵⁶ AL-MAQTARI Bushra, Sanaa Center, 29/09/2017, [url](#)

⁵⁷ BURGAT François, Critique internationale, 2006/3 (no 32), p. 9-21, [url](#)

⁵⁸ Almasdar Online, 11/05/2020, [url](#)

⁵⁹ Debrief, 20/12/2020, [url](#)

⁶⁰ New America, « Appendix 1: Detailed Summary of Armed Groups in Taiz », 15/01/2019, [url](#)

⁶¹ New America, « Appendix 1: Detailed Summary of Armed Groups in Taiz », 15/01/2019, [url](#)

unité aguerrie et bien équipée avec le soutien saoudien, est engagée sur différents fronts. Elle passe pour être recrutée dans les familles de militants d'Islah⁶².

2.3.7. Abdo Farhan dit Salem

Selon plusieurs sources, en 2019-2020, la figure prépondérante de l'appareil militaire d'Islah à Taïz est Abdo Farhan, dit Salem, qui n'est pas un militaire de profession mais un ancien fonctionnaire de l'Education : il exerce les fonctions de conseiller de l'axe de Taïz⁶³. Il passe pour le protecteur d'un gang dirigé par Ghadr al-Sharaabi (voir 4.)⁶⁴.

2.3.8. Mansour al-Akhali

Le brigadier général Mansour al-Akhali, directeur de la police (ou directeur de sécurité⁶⁵) de Taïz, est affilié à Islah⁶⁶. En mars 2019, il participe aux opérations qui conduisent à l'éradication de la milice d'Abou al-Abbas ; pendant les combats, il échappe à une tentative d'assassinat⁶⁷. En août 2019, il démet de ses fonctions Abdulkarim al-Same'e, chef de la police du district d'al-Shamaytayn, allié de Tareq Saleh, chef de milice soutenu par les Emirats arabes unis dans l'ouest du gouvernorat ; cette décision conduit à une épreuve de force où Mansour al-Akhali, soutenu par Islah, rejette une offre de médiation du gouverneur⁶⁸. Il est toujours en poste en avril 2021⁶⁹.

3. Personnalités civiles liées à Islah à Taïz

Peu d'informations ont été trouvées sur l'organisation civile d'Islah à Taïz. Ses deux principaux dirigeants politiques dans la province sont Abdulhafez al-Fakih (Abdulhafedh al-Fakeeh), secrétaire général du parti dans le gouvernorat, et Ahmad al-Qumairi, son représentant dans les institutions en exil à Riyad⁷⁰. Le site web d'Islah mentionne également Ahmed Othman, directeur provincial de l'Information et de la Culture⁷¹ et son adjoint, Adnan al-Audaini⁷².

4. Exactions attribuées à Islah à Taïz

Les sources publiques consultées font état d'un certain nombre d'exactions commises depuis le début du conflit par des membres d'Islah ou des milices liées au mouvement.

Abdo Farhan, dit Salem, membre influent du réseau sécuritaire d'Islah à Taïz en 2019-2020 (voir 2.3.7), passe pour le protecteur d'un gang milicien dirigé par Ghadr al-Sharaabi qui pratique l'extorsion des commerçants et la confiscation des maisons abandonnées⁷³.

L'ONG Amnesty International, dans un communiqué publié en mars 2019, rapporte des allégations répétées de violences sexuelles contre des enfants. Dans deux cas, ces allégations sont confirmées par des rapports médicaux faisant état de traumatismes et de lésions anales⁷⁴ :

- En juillet 2018, un garçon de 12 ans est attiré par ruse dans une maison où un milicien affilié à Islah tente de le violer. Le garçon s'empare de l'arme du milicien, le blesse et prend la fuite. Le blessé meurt peu après ; la famille du garçon signale les faits aux autorités qui ne lui accordent aucune protection. Deux jours après l'agression, des miliciens appartenant au même groupe que l'agresseur attaquent le domicile de cette famille : trois membres de celle-ci sont blessés

⁶² New America, « Appendix 1: Detailed Summary of Armed Groups in Taiz », 15/01/2019, [url](#)

⁶³ CARVAJAL Fernando, Gulf States Analytics, 04/09/2019, [url](#) ; AL-MADHAJI Maged, Sanaa Center, 26/03/2020, [url](#)

⁶⁴ AL-MADHAJI Maged, Sanaa Center, 26/03/2020, [url](#)

⁶⁵ En arabe : « *mudir al-amn* ».

⁶⁶ AL-MADHAJI Maged, Sanaa Center, 26/03/2020, [url](#) ; Yemen Polling Center, 09/2019, [url](#)

⁶⁷ Debrief, 23/03/2019, [url](#)

⁶⁸ Yemen Polling Center, 09/2019, [url](#)

⁶⁹ Ebonyst Net, 14/04/2021, [url](#)

⁷⁰ CARVAJAL Fernando, Gulf States Analytics, 04/09/2019, [url](#)

⁷¹ AlIslah.ye, 30/12/2020, [url](#)

⁷² AlIslah.ye, 12/08/2020, [url](#)

⁷³ AL-MADHAJI Maged, Sanaa Center, 26/03/2020, [url](#)

⁷⁴ Amnesty International, 11/03/2019, [url](#)

et une autre personne est tuée. La famille passe deux semaines en réclusion volontaire dans un centre de détention pour se protéger d'autres représailles⁷⁵.

- En juin et octobre 2018, la mère d'un garçon de 8 ans rapporte que celui-ci a été violé par le fils d'un imam affilié à Islah et un ami de ce dernier, à l'intérieur d'une mosquée. L'enfant présente une série de symptômes traumatiques⁷⁶.
- A une date non précisée, un père de famille du quartier déclare que son fils, âgé de 13 ans, a aussi été violé par ces deux hommes dans la même mosquée⁷⁷.
- Vers la fin de décembre 2018, un garçon de 16 ans, vivant dans un quartier contrôlé par des miliciens proches d'Islah, dit avoir été capturé, maltraité et violé par un milicien qui le relâche ensuite ; la mère du garçon rapporte les faits à la police qui demande un examen par un médecin légiste mais le médecin pressenti, travaillant dans un hôpital contrôlé par Islah, refuse de l'effectuer⁷⁸.

Les chercheurs d'Amnesty International ont eu connaissance d'autres cas similaires à Taïz mais les familles refusent de parler par crainte de représailles ; dans certains cas, elles ont préféré quitter la ville⁷⁹. L'ONG note que :

« Lors des conflits armés, les hommes et les garçons sont couramment victimes de violences sexuelles, mais ces violences sont peu signalées, selon l'ONU. Le nombre de violences sexuelles demeure sous-évalué au Yémen parce qu'il est difficile de vérifier les faits en raison du caractère extrêmement sensible de cette question. On ne dispose pas de statistiques récentes et rendues publiques sur les violences sexuelles subies par des enfants⁸⁰. »

En novembre et décembre 2019, des miliciens liés à Islah à Taïz commettent des actes d'intimidation contre le journal local *Al-Sharea* alors que celui-ci publiait une série d'articles dénonçant la corruption de personnalités proches de ce parti. Le 25 novembre, ils interceptent un bus qui transportait le tirage du journal et enlèvent le distributeur, Zakaria Hassan Nasser, qu'ils relâchent le lendemain à la suite des protestations du syndicat des journalistes. Le 5 décembre, des hommes armés se réclamant de l'Axe de Taïz (voir 2.3.7) menacent les libraires et kiosques à journaux d'incendier leurs locaux s'ils continuent de vendre ce journal⁸¹.

Le 31 mars 2020, selon le Groupe d'experts des Nations unies, le tribunal de Taïz est investi par des miliciens du parti Islah qui menacent le juge Anwar al-Majeedi à cause de sa position sur un conflit foncier impliquant Hisham Abdelwahid Sarhan, chef de milice et fils d'Abdelwahid Sarhan, délégué à la Sécurité politique et cadre d'Islah à Taïz⁸².

Ce Groupe d'experts, dans un rapport publié en septembre 2020, parle d'un « climat de peur » à Taïz⁸³. Plusieurs bâtiments publics sont utilisés comme lieux de détention non déclarés par le commandement militaire de l'Axe de Taïz et par les milices liées au parti Islah : plusieurs cas de disparition forcée, tortures et mauvais traitement sont signalés dans ces locaux, visant principalement des personnes ayant critiqué le GIR ou Islah ; en janvier 2019, le procureur général du Yémen communique à celui de la Cour d'appel de Taïz une liste de 34 victimes de disparition forcées dans son ressort. Ces affaires font rarement l'objet d'investigations : les familles hésitent à porter plainte par crainte de représailles et les magistrats font l'objet d'intimidations de la part de groupes tels que la 22^{ème} brigade mécanisée, le renseignement militaire, les milices d'Islah et de la Résistance de Taïz. Il arrive que la famille d'un disparu ne soit informée du décès de celui-ci qu'avec plusieurs mois de retard⁸⁴.

Le Groupe d'experts, dans un rapport publié en janvier 2021, cite le cas d'un nommé Radwan Qasim Said al Haashdi, attaché de presse du groupe salafiste d'Abou al-Abbas (voir 2.2.2) jusqu'en juillet 2018, émigré en Egypte pour traitement médical. Le 8 juin 2020, il est enlevé à son domicile du Caire par cinq individus en civil. Les proches du disparu contactent l'ambassade yéménite au Caire qui leur soutire 300 dollars, sans autre résultat. Le 7 juillet 2020, Radwan Qasim Said al Haashdi est embarqué pour

⁷⁵ Amnesty International, 11/03/2019, [url](#)

⁷⁶ Amnesty International, 11/03/2019, [url](#)

⁷⁷ Amnesty International, 11/03/2019, [url](#)

⁷⁸ Amnesty International, 11/03/2019, [url](#)

⁷⁹ Amnesty International, 11/03/2019, [url](#)

⁸⁰ Amnesty International, 11/03/2019, [url](#)

⁸¹ Gulf Centre for Human Rights (GCHR), 07/12/2019, [url](#) ; Reporters sans Frontières, 06/12/2019, [url](#)

⁸² Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, 29/09/2020, § 357, [url](#)

⁸³ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 29/09/2020, § 165, [url](#)

⁸⁴ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 29/09/2020, § 161-165, [url](#)

l'aéroport yéménite de Sayoun (Hadramaout) d'où il est conduit à la prison politique de Marib, tenue par un groupe armé non identifié. Il est maltraité et torturé à l'électricité, puis relâché. Un responsable local de la sécurité vient le voir pour lui présenter ses excuses et propose de lui verser de l'argent en échange de son silence, ce qu'il refuse. Radwan Qasim Said al Haashdi et ses proches pensent que cet enlèvement est lié à son engagement contre Islah⁸⁵.

⁸⁵ Conseil de sécurité des Nations unies, 25/01/2021, p. 21 et Annexe 35, p. 283-284, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en mai 2021.

Documents OFPRA

DIDR, Yémen : Situation sécuritaire dans le gouvernorat de Taïz, Ofpra, 24/06/2016
https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/9_didr_yemen_situation_securitaire_dans_le_gouvernorat_de_taiz_ofpra_24062016.pdf

Organisation intergouvernementale

Conseil de sécurité des Nations unies, « Letter dated 22 January 2021 from the Panel of Experts on Yemen addressed to the President of the Security Council; Final report of the Panel of Experts on Yemen [S/2021/79] », 25/01/2021,
https://www.ecoi.net/en/file/local/2044723/S_2021_79_E.pdf

ONU-Habitat, « Ta'iz City Profile », 11/2020,
https://unhabitat.org/sites/default/files/2020/11/taiz_city_profile.pdf

Conseil des droits de l'homme des Nations unies, « Situation of human rights in Yemen, including violations and abuses since September 2014; Detailed findings of the Group of Eminent International and Regional Experts on Yemen [A/HRC/45/CRP.7] », 29/09/2020,
<https://www.ecoi.net/en/file/local/2038705/A-HRC-45-CRP.7-en.pdf>

Union européenne, « Election Observation Mission Yemen 2006 – Final Report », 20/09/2006,
http://www.eods.eu/library/FR%20YEMEN%202006_en.pdf

Institutions nationales

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (France), « Présentation du Yémen », m. à j. le 27/11/2020,
<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/yemen/presentation-du-yemen/>

Gouvernement du Yémen, « National Dialogue Conference – Outcomes Document », 2014,
[file:///D:/Users/Fixe/Downloads/YE_140124_NDC_National%20Conference%20Outcomes%20Document_EN%20\(2\).pdf](file:///D:/Users/Fixe/Downloads/YE_140124_NDC_National%20Conference%20Outcomes%20Document_EN%20(2).pdf)

Organisations non gouvernementales

Gulf Centre for Human Rights (GCHR), « Yemen: Al-Sharea newspaper confiscated in Taiz after distributors arrested », 07/12/2019,
<https://www.gc4hr.org/news/view/2271>

Reporters sans Frontières, « Yémen : les milices armées Al-Islah interdisent un journal », 06/12/2019,
<https://rsf.org/fr/actualites/yemen-les-milices-armees-al-islah-interdisent-un-journal>

Amnesty International, « Enfants violés à Taïz, ville soumise au règne des milices », 11/03/2019,
<https://www.amnesty.fr/conflits-armes-et-populations/actualites/taiz-enfant-yemen>

New America, « The “Proxy War” Prism on Yemen: Political Groups in Taiz », 15/01/2019,
<https://www.newamerica.org/international-security/reports/the-proxy-war-prism-on-yemen/political-groups-in-taiz/>

New America, « The “Proxy War” Prism on Yemen: Political Groups in Taiz – Appendix 1: Detailed Summary of Armed Groups in Taiz », 15/01/2019,
https://www.jstor.org/stable/resrep19974.10?seq=2#metadata_info_tab_contents

Human Rights Watch (HRW) , « “No Safe Places”, Yemen’s Crackdown on Protests in Taizz », 06/02/2012,
<https://www.hrw.org/report/2012/02/06/no-safe-places/yemens-crackdown-protests-taizz>

New America, “Our Story”, s.d.,
<https://www.newamerica.org/our-story/>

New America, “Our Funding”, s.d.,
<https://www.newamerica.org/our-funding/>

Ouvrage

LANSFORD Tom, “Political Handbook of the World 2015”, Tom Lansford/SAGE, 2015,
<https://books.google.fr/books?id=PdWTBwAAQBAJ&pg=PA1635&lpg=PA1635&dq=muhammad+al-yadoumi&source=bl&ots=1RGoCj1cx8&sig=ACfU3U0SwnwtOzilp8HTOkgL1NwzDyyJwA&hl=fr&sa=X&ved=2ahUKEwiixqTPn7XwAhVYA2MBHTthBMgQ6AEwEnoECA4QAw#v=onepage&q=muhammad%20al-yadoumi&f=false>

BONNEFOY Laurent, « Yémen : Le tournant révolutionnaire », Karthala, 2012

Document DIDR

DIDR, « Yémen : Situation sécuritaire dans le gouvernorat de Taïz », Ofpra, 24/06/2016
https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/9_didr_yemen_situation_securitaire_dans_le_gouvernorat_de_taiz_ofpra_24062016.pdf

Think tanks

ARDEMAGNI Eleonora et AL-HAMDANI Raiman, “Yemen: The Gpc and Islah After 2011”, Italian Institute for International Political Studies (ISPI), 29/03/2021,
<https://www.ispionline.it/en/publicazione/yemen-gpc-and-islah-after-2011-29772>

Counter Extremism Project, “Abd al-Majeed al-Zindani”, m. à j. 11/2020,
<https://www.counterextremism.com/extremists/abd-al-majeed-al-zindani>

AL-MADHAJI Maged, “Taiz at the Intersection of the Yemen War”, Sanaa Center, 26/03/2020,
<https://sanaacenter.org/publications/analysis/9450>

TRANSFELD Mareike, “Peace and State Fragmentation in Yemen”, 22/11/2019,
<https://carnegieendowment.org/sada/80399>

CARVAJAL Fernando, « Anatomy of chaos: Yemen’s Taiz », Gulf States Analytics, 04/09/2019,
<https://gulfstateanalytics.com/anatomy-of-chaos-yemens-taiz/>

Yemen Polling Center, “Ripple Effects from Yemen’s South Threaten Stability in Taiz”, 09/2019,
http://yemenpolling.org/advocacy/upfiles/ICSP_EU_ResearchDebriefTaiz2019Sept13.pdf

AL-MAQTARI Bushra, « The evolution of militant Salafism in Taiz », Sanaa Center, 29/09/2017,
<https://sanaacenter.org/publications/analysis/4843>

BONNEFOY Laurent, « La marginalisation des Frères musulmans yéménites », CERI-Sciences Po, 08/2017,

<https://www.sciencespo.fr/cei/fr/oir/la-marginalisation-des-freres-musulmans-yemenites.html>

BURGAT François, « Le Yémen après le 11 septembre 2001 : entre construction de l'État et rétrécissement du champ politique », Critique internationale, 2006/3 (no 32), p. 9-21, <https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2006-3-page-9.htm>

Médias

Ebonyst Net, "Taiz police arrest an armed gang after violent clashes", 14/04/2021, <https://ebonyst.net/taiz-police-arrest-an-armed-gang-after-violent-clashes>

Debriefier, "Fighting with Houthis kills Yemeni senior officer, injures another in Taiz", 20/12/2020, <https://debriefier.net/en/news-21936.html>

The Arab Weekly, "Turkey seen planning more active role in war-ravaged Yemen", 24/11/2020, <https://the arabweekly.com/turkey-seen-planning-more-active-role-war-ravaged-yemen>

Almasdar Online, "The Presidential Protection Brigades: Hadi's muscle in the south", 11/05/2020, <https://al-masdaronline.net/national/771>

The New Arab, "Taiz: Another Saudi-led coalition failure in Yemen", 03/04/2019, <https://english.alaraby.co.uk/english/comment/2019/4/3/taiz-another-saudi-led-coalition-failure-in-yemen>

Middle East Eye, "Islah rally in support of UAE in Yemen's Taiz met with shock and scepticism", 04/04/2019, <https://www.middleeasteye.net/news/islah-rally-support-uae-yemens-taiz-met-shock-and-scepticism>

News Yemen.net, "Al-Mekhlafi accuses Islah Party's leaders in Taiz of managing assassinations", 06/2019, <https://www.newsyemen.net/new/42529>

NAJI Mustafa, « Yémen : Taz, ville martyre et oubliée », Orient XXI, 14/05/2019, <https://orientxxi.info/magazine/yemen-taz-ville-martyre-et-oubliee,3082>

Almrasel.net, « alshaykh hamuwd almukhallafi yahsul ealaa haqi alluju' alsiyasii biturkia » [« Le cheikh Hamoud al-Mekhlafi obtient l'asile politique en Turquie »], 11/06/2016, <https://www.almrasel.net/?p=3503>

Al Jazeera, "Yemen's Taiz: Between sheikh and state", 18/05/2014, <https://www.aljazeera.com/news/2014/5/18/yemens-taiz-between-sheikh-and-state>

Al Jazeera, "Al-Islah politician killed in Yemen's Taiz", 18/04/2014, <https://www.aljazeera.com/news/2014/11/18/al-islah-politician-killed-in-yemens-taiz>

KASINOF Laura, "A Voice of Authority Emerges From the Opposition in Yemen", The New York Times, 21/07/2012, <https://www.nytimes.com/2012/07/22/world/middleeast/former-rebel-leader-in-yemen-fills-a-leadership-gap-in-taiz.html>

Autres

Alislah.ye, « The governor of Taiz announces general mobilization, the army continues its advance to the west, and the military police are deployed in the liberated areas », 12/03/2021, https://alislah-ye.net/news_details.php?lng=english&sid=7779

Alislah.ye, « Leaders who drew the epic of liberation with their blood... The martyrs of the Islah Party on the road to restoring the state and defeating the coup (2-4) », 19/11/2020,

https://alislah-ye.net/news_details.php?lng=english&sid=7159

Alislah.ye, « Othman: The attack on the Islah Party proves that Islah is the rock before which the anti-republican projects will fall », 30/12/2020,

https://alislah-ye.net/news_details.php?lng=english&sid=7389

Alislah.ye, « Al-Audaini: Taiz police were late in carrying out their duties, and we will not accept anything but court rulings in gangs », 12/08/2020,

https://alislah-ye.net/news_details.php?lng=english&sid=6634

Alislah.ye, "The Islah Party in Taiz calls for showing the full details of the murder of Brigadier al-Hammadi and condemns the suspicious campaigns against the Party", 23/12/2019,

https://alislah-ye.net/news_details.php?lng=english&sid=4955